

Unité départementale du Val-de-Marne  
12-14 rue des Archives  
94000 Créteil

Créteil, le 21/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **REVIVAL - ST JULIEN**

3 ROUTE DE L'ILE SAINT JULIEN  
94380 Bonneuil-Sur-Marne

Références : DRIAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2025/AE/N°361  
Code AIOT : 0007402687

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2025 dans l'établissement REVIVAL - ST JULIEN implanté 3 ROUTE DE L'ILE SAINT JULIEN 94380 BONNEUIL-SUR-MARNE. L'inspection a été annoncée le 12/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de contrôle 2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REVIVAL - ST JULIEN
- 3 ROUTE DE L'ILE SAINT JULIEN 94380 BONNEUIL-SUR-MARNE
- Code AIOT : 0007402687
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

Le site d'implantation, situé sur le Port de Bonneuil-sur-Marne au 3, route de l'Île Saint-Julien sur la commune de Bonneuil-sur-Marne, exploité intégralement par la société REVIVAL (Siret: 61662009200083) depuis le 1er janvier 2016, était précédemment scindé en deux entités:

- la société GALLO a exercé des activités de récupération, tri et traitement de ferrailles et autres déchets métalliques en vue de leur réutilisation dans des installations industrielles, notamment des aciéries et fonderies, et une activité de transit de déchets électriques et électroniques, jusqu'au 31 décembre 2015. Des activités de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage y étaient également autorisées et agréées. La société REVIVAL a déclaré avoir succédé à la société GALLOO en date du 1er janvier 2016;
- la société TIRFER a exploité un centre de traitement des ferrailles provenant principalement d'incinérateurs d'ordures ménagères jusqu'au 31 mars 2014. La société REVIVAL a déclaré avoir succédé à la société TIRFER à compter du 1er avril 2014.

Les principales activités exercées par la société REVIVAL sur le site sont les suivantes :

- une activité de regroupement, tri et traitement de déchets métalliques, constituant l'activité principale aussi bien en termes de surface utilisée qu'en termes de volumes de fonctionnement ;
- une activité de regroupement, tri et transit de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ;
- une activité de réception, regroupement, tri et transit de déchets non dangereux d'origine industrielle (DND) ;
- une activité de réception, regroupement, tri et transit de déchets dangereux d'origine industrielle (DD) ;
- une activité de traitement de gros appareils électroménagers produisant du froid (GEM-F) et de chauffe-eaux ;
- une activité de traitement des ballons d'Eau Chaude (BECS).

L'exploitation faisant l'objet d'évolutions dont la mise en place de l'activité de traitement des ballons (BECS), l'exploitant a transmis un PAC pour lequel un APC va être notifié prochainement suite au contradictoire dont l'exploitant a transmis une réponse en date du 03 novembre 2025.

Le classement ci-dessous prend en considération les récentes évolutions du site.

Rubriques	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Volume de l'activité
3510	A	Élimination ou	Traitement des GEM-F

		valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une activité de traitement physico-chimique	: 45 t/j Traitement des BECS : 60 t/j <b>Soit un total de 105 t/j</b>
3550	A	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Stockage des GEM-F en attente de traitement : 260 t Stockage des BECS en attente de traitement : 200 t Stockage autres D3E en transit : 2 t <b>Soit un total de 462 t</b>
2790	A	Installation de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	Traitement des GEM-F : 45 t/j Traitement des BECS : 60 t/j <b>Soit un total de 105 t/j</b>
2791-1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515,	Traitement de déchets métalliques : <b>310 t/j</b> (cisailage : 20 t/h oxycoupage : 2 t/h)

		<p>2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971.</p> <p>La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j.</p>	
2718-1	A	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793.</p> <p>La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.</p>	Regroupement de batteries usagées : 40 t
2711-1	E	Installations de transit, regroupement, tri ou	Stockage des GEM-F en attente de traitement : 3 369 m <sup>3</sup>

		<p>préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup>.</p>	<p>Stockage des BECS en attente de traitement : 1 220 m<sup>3</sup></p> <p>Stockage autres D3E en attente de traitement : 250 m<sup>3</sup></p> <p><b>Soit un total de 4 839 m<sup>3</sup></b></p>
2713-1	E	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.</p> <p>La surface étant supérieure ou égale à 1 000 m<sup>2</sup>.</p>	<p>Surface exploitée de : <b>5 600 m<sup>2</sup></b></p>
2710-2-b	DC	<p>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.</p> <p>Dans le cas de déchets non dangereux, le volume</p>	<p>Métaux non ferreux : <b>290 m<sup>3</sup></b></p>

		de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> et inférieur à 300 m <sup>3</sup> .	
4725-2	D	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t.	Quantité de gaz : <b>3,6 t</b>  (72 bouteilles de 50 kg)

A : Autorisation ; E : Enregistrement ; D : Déclaration.

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume maximal autorisé
2.1.5.0	D	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol	Superficie du site	2,4 ha
3.2.2.0	D	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau	Surface soustraite à l'expansion de crue dans le lit majeur de la	3 872 m <sup>2</sup>

		cours d'eau	majeur de la Seine	
--	--	-------------	--------------------	--

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 11/05/2021, article 3.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Conditions particulières applicables - Registre des déchets entrants	Arrêté Préfectoral du 11/05/2021, article 9.1.3.4	Demande d'action corrective	1 mois
8	Conditions particulières applicables - Registre des déchets sortants	Arrêté Préfectoral du 11/05/2021, article 9.1.4.2	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux	Arrêté Préfectoral du 11/05/2021, article 2.6.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Surveillance des effluents gazeux	Arrêté Préfectoral du 11/05/2021, article 2.6.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, déchets	Levée de mise en demeure
4	Bilan environnemental annuel	Arrêté Préfectoral du 11/05/2021, article 2.8.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
5	Sprinklage	Arrêté Préfectoral du 11/05/2021,	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 8.7.2		
6	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
9	Prévention des nuisances sonores - Mesures périodiques des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 11/05/2021, article 7.2.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a fait procéder de manière tardive au contrôle de son système de sprinklage, en date du 30 septembre 2025. Le contrôle était prévu initialement le 23 avril 2025.

L'inspection a constaté la présence d'un dépassement identifié par l'organisme de contrôle GINGER LECES chargé de l'autosurveillance de la teneur en COV sur la ligne GEM-F entre 14h40 et 15h10 sur la journée du 6 mai 2025 pour lequel l'exploitant n'a pas pu apporter d'explications. Toutefois, il est mentionné dans l'inventaire des flux que les canalisations de rejets sont équipées en sortie de traitement, de sondes pour le contrôle en continu des COV. Ainsi l'exploitant aurait du détecter ce dépassement et mettre en œuvre les actions nécessaires. L'exploitant doit améliorer l'analyse de son autosurveillance en continu, expliciter comment il prend en compte les dépassements et le cas échéant les actions correctives et préventives mises en œuvre à chaque dépassement identifié.

L'exploitant a réalisé les campagnes d'analyses des substances PFAS et les a commentés. L'exploitant précise qu'il y a des substances non recherchées et non identifiées à ce jour dans les rejets qui sont responsables de valeurs AOF élevés.

Lors du contrôle du registre des déchets entrants et sortants, il a été constaté l'absence de mention du numéro d'immatriculation du véhicule transportant les déchets. Il manque également pour le registre des déchets sortants, le numéro du certificat d'acceptation préalable délivré par l'installation de destination.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2021, article 2.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 13/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes :

**1. Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris :**

- a) des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ;
- b) des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances ;
- [...]

**3. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent au moins :**

- a) les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;
- b) les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ;
- c) l'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ;
- d) la présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.

**Constats :**

En date du 03 avril 2025, l'exploitant avait transmis son inventaire des flux d'effluents qui avait été réalisé en 2024. Cet inventaire prenait en considération la ligne de traitement des GEM-F (Gros Electroménagers Froids) uniquement.

Au cours de la visite d'inspection, il a été demandé si une mise à jour de l'inventaire avait été menée afin de prendre en considération la ligne de traitement des BECs (Ballons d'Eau Chaude Sanitaire).

L'exploitant a donc transmis la dernière version datant du 02 septembre 2025 de son inventaire des effluents aqueux et gazeux. Cet inventaire comprend les éléments suivants :

- des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement ;
- des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux et aqueux. A savoir, qu'il n'y a pas d'utilisation d'eau dans le process. L'autosurveillance des effluents aqueux concerne les eaux pluviales de ruissellement.

Ce point de contrôle est conforme.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Surveillance des effluents gazeux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2021, article 2.6.3												
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air												
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/09/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, déchets</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/03/2025</li> </ul>												
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes EN ou, en l'absence de normes EN, les normes ISO ou les normes nationales sont réputées permettre de remplir ces critères.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètre</th> <th>Norme(s)</th> <th>Fréquence de surveillance</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Retardateurs de flamme bromés (1)</td> <td>Pas de norme EN</td> <td>annuelle</td> </tr> <tr> <td>CFC</td> <td>Pas de norme EN</td> <td>semestrielle</td> </tr> <tr> <td>PCB de type dioxine (1)</td> <td>NF EN 1948 -1, -2 et -4 (2)</td> <td>annuelle</td> </tr> </tbody> </table>	Paramètre	Norme(s)	Fréquence de surveillance	Retardateurs de flamme bromés (1)	Pas de norme EN	annuelle	CFC	Pas de norme EN	semestrielle	PCB de type dioxine (1)	NF EN 1948 -1, -2 et -4 (2)	annuelle
Paramètre	Norme(s)	Fréquence de surveillance										
Retardateurs de flamme bromés (1)	Pas de norme EN	annuelle										
CFC	Pas de norme EN	semestrielle										
PCB de type dioxine (1)	NF EN 1948 -1, -2 et -4 (2)	annuelle										

Poussières	NF EN 13284-1	semestrielle
Hg	NF EN 13211	trimestrielle
Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V) (1)	NF EN 14385	annuelle
PCDD/F (1)	NF EN 1948 -1, -2 et -3 (2)	annuelle
COVT	NF EN 12619	semestrielle

(1) La surveillance ne s'applique que lorsque les substances sont pertinentes pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire décrit à l'article 2.6.2.

(2) L'échantillonnage peut aussi être réalisé conformément à la norme CEN/TS01948-5 au lieu de la norme EN 1948-1.

#### Constats :

Cette non-conformité a été relevée au cours de l'inspection PPC de 2024. L'exploitant n'ayant pas procédé à la réalisation de son autosurveillance des effluents gazeux, il a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure n°2025/01160 du 25 mars 2025.

En date du 03 avril 2025, l'exploitant a précisé par courrier que des travaux permettant de procéder aux rejets canalisés des rejets atmosphériques étaient programmés sur la dernière semaine du mois d'avril 2025 et qu'il était prévu par la suite, la mise en place de l'autosurveillance.

En date du 15 septembre 2025, l'exploitant a transmis par courriel son autosurveillance des rejets gazeux de la ligne GEM-F ainsi que de la ligne BECS :

- L'analyse des retardateurs de flamme bromés, des PCB de type dioxines, des métaux et des métalloïdes (sauf mercure) et des PCDD/F ne sont pas réalisés sur les deux lignes puisque considérés comme non pertinents dans l'inventaire des flux ;

- Ligne GEM-F : communication du rapport RC48914 du 10/06/2025 réalisé par GINGER LECES.

- Ligne BECS : communication du rapport RC48915 DU 10/06/2025 réalisé par GINGER LECES.

Au cours de l'inspection, il a été également demandé l'autosurveillance du mercure du mois de septembre qui n'a pas été communiquée, l'exploitant n'ayant pas procédé au contrôle du mois de septembre. L'exploitant a mentionné par courriel du 13/10/2025 qu'une commande a été passée pour une intervention le 23 et 24 octobre et dont le rapport sera communiqué à l'inspection début décembre.

L'inspection note que l'exploitant réalise maintenant une autosurveillance. L'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 25/03/2025 est ainsi respecté.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit être vigilant au respect strict des fréquences d'autosurveillance qui s'appliquent à son installation. Ce point pourra faire l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

### N° 3 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/05/2021, article 3.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

[...] Les concentrations en polluants, cités dans les articles 3.2.4.2 à 3.2.4.5, rejetés dans l'atmosphère, par les émissaires, sont inférieurs aux valeurs limites définies au présent chapitre.

Article 3.2.4.4 - Composés Organiques Volatils Totaux (COVT)

COVT : 15 mg/Nm<sup>3</sup>

**Constats :**

Dans le rapport RC48914 de la ligne GEM-F du 10/06/2025 réalisé par GINGER LECES, il est mentionné un dépassement de la teneur en COV pour lequel l'exploitant n'a pas donné

d'explications. Il a précisé qu'entre la date de réalisation du contrôle et la date de rendu des résultats, le délai était trop long pour pouvoir apporter des explications. Toutefois, il est mentionné dans l'inventaire des flux que les canalisations de rejets sont équipées en sortie de traitement, de sondes permettant le contrôle en continu des concentrations en CFC et en COV et que ces informations sont disponibles au niveau du poste de pilotage. Malgré la présence d'une autosurveillance en continu, qui aurait du permettre de détecter le dépassement, aucune analyse ou action a été mise en œuvre par l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compte tenu

- d'un dépassement de la teneur en COV constaté dans le rapport du prestataire sur la ligne GEM-F entre 14h40 et 15h10 sur la journée du 06 mai 2025,
- de la mise en place d'une autosurveillance en continu pour le contrôle du paramètre COV,

l'exploitant doit améliorer l'analyse de son autosurveillance en continu, expliciter comment il prend en compte les dépassements et le cas échéant les actions correctives et préventives mises en œuvre à chaque dépassement identifié.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 4 : Bilan environnemental annuel**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/05/2021, article 2.8.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Auto-surveillance

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 13/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1<sup>er</sup> avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées ;
- de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise

sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement. Ce bilan concerne au minimum, d'après les éléments portés à la connaissance de l'inspection des installations classées, les substances suivantes :

- les huiles issues du traitement des fluides frigorigènes contenus dans les GEM-F (huiles minérales et synthétiques) ;
- les gaz issus du traitement des fluides frigorigènes ou du dégazage des mousses :
  - gaz à fort effet de serre et dangereux pour la couche d'ozone, dérivés du pétrole, comme les CFC, HCFC, HFC ;
  - gaz type hydrocarbures comme le pentane ;
- les PCB susceptibles d'être contenu dans certains condensateurs des GEM-F ;
- le mercure pouvant être contenu dans des interrupteurs de certains GEM-F.

L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

L'exploitant a communiqué auprès de l'inspection, ses bilans environnementaux pour 2023 et 2024.

Le bilan environnement annuel de 2023 mentionne : la nature et la quantité des déchets réceptionnés et ceux évacués, les investissements en faveur de la protection de l'environnement et la synthèse des rapports d'analyses des rejets aqueux (concentrations pour chaque paramètre surveillé).

Il est constaté une nette évolution du contenu du bilan environnemental annuel entre 2023 et 2024. En effet, l'exploitant mentionne dorénavant :

- son bilan annuel des utilisations de l'eau ;
- les masses annuelles des émissions de polluants sur les rejets atmosphériques et les rejets aqueux.

Il a été rappelé au cours de l'inspection, la nécessité que l'exploitant transmette son bilan environnemental annuel au plus tard le 1er avril de chaque année à la préfecture ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 5 : Sprinklage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/05/2021, article 8.7.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 13/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

**Prescription contrôlée :**

I. Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

II. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

III. Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :

Extincteur : Annuel

Robinet d'Incendie Armé (RIA) : Annuel

Système d'extinction automatique à eau (Sprinkler) : Semestriel

[....]

**Constats :**

L'exploitant a fait procédé au contrôle de son système de sprinklage le 30 septembre 2025 suivant le registre incendie. Le rapport de contrôle n'a pas encore été communiqué à l'inspection.

L'inspection a fait remarqué à l'exploitant que le contrôle était prévu initialement le 23 avril 2025. L'exploitant explique qu'il s'agit d'un oubli.

L'inspection a également vérifié les rapports de contrôle des extincteurs et des RIA de l'année 2025 qui n'appellent pas de remarque particulière :

- rapport de contrôle des extincteurs n°18968 réalisé le 14 mars 2025 par Bernaud Protection Incendie ;
- rapport de contrôle des RIA n°18969 réalisé le 14 mars 2025 par Bernaud Protection Incendie.

**Type de suites proposées :** Sans suite



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/09/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...]</p> <p>III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> <p>En date du 03 avril 2025, l'exploitant a transmis les trois campagnes d'analyses des substances PFAS et les a commentés :</p> <p>- Rapport d'analyse n°AR-24-IV-033791-01 du 25/01/2024 réalisé par EUROFIN HYDROLOGIE ILE DE FRANCE ;</p> <p>- Rapport d'analyse n°AR-24-IV-048646-01 du 20/02/2024 réalisé par EUROFIN HYDROLOGIE ILE DE FRANCE ;</p> <p>- Rapport d'analyse n°AR-24-IV-068971-01 du 28/03/2024 réalisé par EUROFIN HYDROLOGIE ILE DE FRANCE.</p> <p>Les analyses de PFAS ont été sous-traitées auprès d'EUROFIN HYDROLOGIE EST qui est accrédité pour la recherche des PFAS (accréditation n°1-0685) selon la norme NF EN ISO 17025. Le préleveur AQUAMESURE est accrédité NF EN ISO 17025 pour l'échantillonnage automatique en vue d'analyses physico-chimiques selon la norme FD T90-523-2.</p> <p>L'inspection a constaté :</p> <p>- un dépassement des seuils de détection des paramètres PFHxA, PFUnA et PFOS sur l'analyse effectuée le 20/02/2024.</p> <p>- la présence d'un AOF élevé sur l'analyse du 25/01/2024 pour lequel aucun des PFAS recherchés ne montre un dépassement des seuils de détection. L'exploitant précise qu'il y a des substances non recherchées et non identifiées à ce jour dans les rejets qui sont responsables de valeurs AOF élevées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>N° 7 :</b> Conditions particulières applicables - Registre des déchets entrants
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2021, article 9.1.3.4

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre des déchets entrants
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés tous les déchets reçus sur le site.</p> <p>II. Pour chaque chargement, le registre des déchets entrants contient les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception ;</li> <li>- le nom et l'adresse du détenteur/producteur des déchets ;</li> <li>- la nature et la quantité de chaque déchet reçu (code du déchet entrant - référence à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000) ;</li> <li>- l'identité du transporteur des déchets ;</li> <li>- le numéro d'immatriculation du véhicule ;</li> <li>- l'opération subie par les déchets dans l'installation.</li> </ul> <p>III. Ce registre est tenu en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours de l'inspection, il a été présenté le registre des déchets entrants. Le registre est tenu à jour. Les informations suivantes sont précisées dans le registre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception des déchets ;</li> <li>- le nom et l'adresse du détenteur/producteur des déchets ;</li> <li>- la nature et la quantité de chaque déchet reçu (code du déchet entrant) ;</li> <li>- l'identité du transporteur des déchets ;</li> <li>- l'opération subie par les déchets dans l'installation.</li> </ul> <p>Il manque toutefois, le numéro d'immatriculation du véhicule qui effectue sur le site le déchargement des déchets entrants.</p> <p>Il a également été contrôlé que les informations (tonnage, code déchet, identité du transporteur) entre Trackdéchets et le registre sont concordants à travers l'analyse du bordereau n°6005740344 du 14 mai 2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mentionner dans son registre, les numéros d'immatriculation des véhicules faisant le déchargement des déchets entrants.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Conditions particulières applicables - Registre des déchets sortants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2021, article 9.1.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre des déchets sortants
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]  II. L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants ayant transités dans l'installation.  Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.  Pour chaque chargement, le registre des déchets sortants contient les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- la date de l'expédition des déchets ;</li><li>- le nom et l'adresse de l'entreprise de valorisation ou d'élimination ;</li><li>- le numéro du certificat d'acceptation préalable délivré par l'installation de destination ;</li><li>- le numéro du ou des bordereaux de suivi des déchets sortants ;</li><li>- la nature et la quantité de chaque déchet expédié définis à l'article R.541-8 du code de l'environnement ;</li><li>- le nom, l'adresse du transporteur des déchets et, le cas échéant, son numéro de récépissé conformément à l'article R. 541-51 du code de l'environnement ;</li><li>- le numéro d'immatriculation du véhicule ;</li><li>- le code du traitement qui va être opéré.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Au cours de l'inspection, il a été présenté le registre des déchets sortants. Le registre est tenu à jour. Les informations suivantes sont précisées dans le registre : <ul style="list-style-type: none"><li>- la date de l'expédition des déchets ;</li><li>- le nom et l'adresse de l'entreprise de valorisation ou d'élimination ;</li><li>- le numéro du ou des bordereaux de suivi des déchets sortants ;</li><li>- la nature et la quantité de chaque déchet expédié ;</li><li>- le nom, l'adresse du transporteur des déchets et son numéro de récépissé ;</li><li>- le code du traitement qui va être opéré.</li></ul> Il n'est cependant pas mentionné : <ul style="list-style-type: none"><li>- le numéro du certificat d'acceptation préalable délivré par l'installation de destination ;</li><li>- le numéro d'immatriculation du véhicule.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit faire mentionner dans son registre des déchets sortants : <ul style="list-style-type: none"><li>- le numéro du certificat d'acceptation préalable délivré par l'installation de destination ;</li></ul>

- le numéro d'immatriculation du véhicule.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 9 : Prévention des nuisances sonores - Mesures périodiques des niveaux sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2021, article 7.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures périodiques des niveaux sonores
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée une première fois dans les 6 mois suivant la mise en service des installations puis, de façon périodique, tous les 3 ans.</p> <p>Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fait procéder à un contrôle des niveaux sonores émis par son installation en date du 04 février 2025 par la société VENATHEC (n° de rapport 24-24-30-02578-01-A-COL).</p> <p>Les niveaux limites de bruit en limite d'exploitation et les valeurs limites d'émergence sont conformes aux niveaux acoustiques mentionnés dans l'arrêté préfectoral du 11 mai 2021 susvisé.</p> <p>Ce contrôle ne prend pas en considération le démarrage de la nouvelle ligne de traitement des BECs, qui a commencé à fonctionner au cours de l'été 2025. Toutefois, l'analyse de l'incidence du bruit fournie par l'exploitant et concernant la mise en place de la ligne des BECs (cf : Porter à connaissance du 27 mars 2025) a permis d'écarter le risque d'impact supplémentaire sur les niveaux sonores au regard des informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la nouvelle ligne fonctionne de jour, en bâtiment fermé. Les équipements les plus bruyants sont confinés et utilisés à l'intérieur du bâtiment ;</li> <li>- les engins utilisés sont de la même catégorie que ceux déjà en circulation sur le site.</li> </ul> <p>Cependant, en cas de plaintes ou de suspicion de nuisances sonores, l'exploitant devra procéder</p>

à une nouvelle mesure des niveaux sonores.

**Type de suites proposées :** Sans suite